



Chine : montée en puissance plus diplomatique que militaire

La Chine veut tenir son rang international davantage par la négociation politique que par l'action militaire. Les efforts de modernisation de ses forces armées visent plutôt à s'affirmer comme puissance régionale face, notamment, à l'Inde et au Japon.

C'est ce qui ressort d'une table ronde organisée, le 19 mars 2014 à Paris, par l'Association nationale des auditeurs jeunes de l'Institut des hautes études de défense nationale. Y ont notamment participé : Pierre Picquart, docteur en géopolitique et géographie humaine (Université Paris 8) ; Patrick Michon, ingénieur civil spécialiste des questions industrielles de défense ; Emmanuel Puig, chercheur à la Délégation aux affaires stratégiques.

Action diplomatique. Selon Pierre Picquart, la vision géopolitique chinoise porte sur le développement économique et commercial du pays, sans alliance militaire ni guerre avec l'Occident. Le pays a connu une croissance extraordinaire jusqu'au ralentissement dû à la crise financière de 2008, suivi d'un plan de relance de plusieurs centaines de millions de dollars portant sur la diversification des activités et la recherche de la qualité des produits. La Chine n'est pas prête de

peser comme grande puissance industrielle pour des raisons économiques, diplomatiques et de bien-être de sa population. Elle s'est fixée plusieurs défis à relever : modernisation des forces armées, développement de la technologie et conquête spatiale. Elle doit résoudre des difficultés internes et se familiariser avec les questions internationales. Pour protéger son territoire, s'enrichir, assurer ses approvisionnements de matières premières et de ressources énergétiques, elle mène une diplomatie multilatérale avec l'ensemble des pays de la planète. Le président chinois Xi Jinping se déplace en Asie-Pacifique, Amérique latine, Afrique et Europe et préconise des exercices militaires conjoints avec des petits pays. Par ailleurs, il a appelé l'Armée de libération nationale (APL) à se préparer au combat moderne. Première du monde en effectifs, elle sert surtout à rassurer la population et impressionner les pays voisins. La Chine fait valoir des droits historiques sur des îlots riches en ressources halieutiques et, éventuellement, pétrolières. Elle manifeste son nationalisme face au Japon et ne cache pas sa préoccupation envers les États-Unis, qui envisagent de redéployer leurs forces armées en Asie... qu'elle considère comme son « pré carré » ! Pour contrer la posture hégémonique américaine, elle se rapproche de la Russie par son soutien au régime syrien. En outre, Pékin a fait savoir à Washington qu'une attaque contre l'Iran déboucherait sur une 3ème guerre mondiale. Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto, elle est devenue un gros contributeur de « casques bleus » et s'implique au niveau régional.

Base industrielle et technologique de défense. L'armement équipe les armées et appuie la diplomatie, nécessaire pour faire passer des idées ou conclure des contrats, explique Patrick Michon. Après 1990, la Russie redevient le premier fournisseur de la Chine pour plusieurs raisons : embargo des pays européens établi sous la pression américaine à la suite de la répression de la place Tien An Menn en 1989 ; besoin russe d'argent frais conduisant à des prix très compétitifs ; technologie russe très supérieure à la chinoise. Par ailleurs et à la même époque, Israël rompt ses relations avec Taïwan pour se positionner sur le marché chinois, dont profitent ses sociétés d'armement, y compris nationales. Parallèlement, les autorités chinoises détournent des technologies à usage civil et militaire, facilitent le retour en Chine de savants sino-américains et celui de Chinois d'outre mer travaillant dans des entreprises étrangères. Elles concluent aussi des contrats avec des spécialistes étrangers, surtout russes, et, moyennant de confortables émoluments, invitent des experts retraités à prononcer des conférences ou même à venir travailler dans des entreprises chinoises pour les

faire profiter de leur expérience. Patrick Michon met en garde contre la sous-estimation des réelles capacités technologiques chinoises : missile antinavire DF-21D « tueur de porte-avions » (mis en service en 2011) ; avion furtif J-20 de 5ème génération (2011) ; avion J-15 (2012), embarqué sur le porte-avions à tremplin *Lioning*, ex-*Variag* ukrainien destiné à l'origine à la Marine soviétique ; construction d'un second porte-avions entièrement chinois (annoncée en janvier 2014). Toutefois, les capacités navales actuelles de la Chine excluent tout affrontement avec la Marine américaine. En revanche, la stratégie dite du « collier de perles » est mise en œuvre jusqu'en océan Indien : port et aéroport dans l'île chinoise de Haïnan ; aéroport et station d'écoute dans l'île Woody (archipel des Paracels) ; facilités de surveillance électronique dans l'isthme de Kra en Malaisie ; facilités portuaires en Birmanie et au Sri Lanka ; base navale à Gwadar au Pakistan. Face à cette montée en puissance chinoise, l'Inde exige que ses matériels militaires commandés à l'étranger soient livrés avant 2025, date estimée du conflit qu'elle anticipe.

Perspectives stratégiques. Pékin a abandonné le scénario d'une reconquête militaire de Taïwan depuis 2005, au profit d'une solution politique à terme. La « sanctuarisation » du territoire chinois est assurée par la capacité nucléaire de frappe en second, les armes antisatellites et les missiles antimissiles balistiques. L'APL doit dorénavant réagir aux menaces transnationales : terrorisme, séparatisme ou indépendantisme (Tibet, Ouïgours). Elle doit sécuriser les voies maritimes, garantir la protection et l'évacuation de ressortissants, assurer la sécurité énergétique du pays et participer aux opérations de l'ONU. Selon Emmanuel Puig, elle est capable d'agir dans le cyberspace et l'espace, de mener une guerre locale et de conduire une opération en haute mer comme la lutte contre la piraterie en océan Indien, mais manque de véritable expérience opérationnelle. En 2012, elle a déployé des troupes au Sud-Soudan pour protéger des ingénieurs chinois, sans interposition entre les belligérants. En 2014, 500 soldats participent à la mission des Nations unies au Mali : génie, service de santé et unités de protection. Les autorités chinoises, qui souhaitent transformer l'APL en force de projection, s'intéressent beaucoup à l'opération française « Serval » au Mali. Mais elles ne devraient pas l'engager en opération extérieure avant une dizaine d'années, souligne Emmanuel Puig.

Loïc Salmon

Chine : l'espace au cœur du complexe militaro-industriel

Conflits et armements : tendance à la stabilisation

L'océan Indien : espace sous tension

En mars 2014, la Chine a annoncé un budget militaire de 808,23 milliards de yuans (95,9 Md€), soit une hausse de 12,2 % en un an, après celles de 10,7 % en 2013 et de 11,2 % en 2012. En fait selon certains analystes, il serait en réalité deux fois plus élevé. L'Armée populaire de libération compte 2,3 millions de soldats, mais souffre de retards technologiques et son dernier engagement, malheureux, remonte à 1979 contre le Viêt Nam. L'effort financier à son égard inquiète d'autant plus les pays voisins, qu'il porte surtout sur le développement de la Marine et des capacités de projection extérieure. De leur côté, les États-Unis vont accroître leur présence militaire en Asie, afin de renforcer la sécurité des pays d'Asie orientale et du Sud-Est.